

# Game over ?

Articles

Le 22 septembre 2008 |

**Le jeu financier est-il terminé ? La semaine dernière, c'est une partie financière de folie qui s'est jouée à la bourse de New York, sur les marchés financiers et les autres grandes bourses mondiales. La crise des prêts immobiliers américains « pourris » n'en finit pas. Apparue début 2007, cette crise provoque des faillites et des pertes sur les marchés financiers. Le gouvernement américain a décidé d'un plan de sauvetage d'un système devenu incontrôlable. Mais cela suffira-t-il ? Pour beaucoup d'observateurs, la crise financière n'est pas terminée.**



Photo : Belga

Lundi 15 septembre, la bourse de New York a perdu 4,42%. C'est la plus forte baisse depuis le 11 septembre 2001. Le 15 septembre, en effet, la banque américaine Lehman Brothers annonce qu'elle est en faillite. Elle a perdu 3,9 milliards de dollars au cours des 3 derniers mois. Cette banque existait depuis 150 ans. C'est la plus grosse faillite de l'histoire financière des Etats-Unis. Les bourses européennes ont suivi Wall Street. Les bourses de Paris, Londres, Francfort, Zurich, Milan, Amsterdam et Madrid ont baissé elles aussi. Les bourses asiatiques et russe ont été touchées.

## **Crédits « pourris »**

Le 15 septembre, en effet, la banque américaine Lehman-Brothers annonce qu'elle est en faillite. Elle a perdu 3,9 milliards de dollars au cours des 3 derniers mois. Cette banque existait depuis 150 ans. C'est la plus grosse faillite de l'histoire financière des Etats-Unis. La banque d'affaires Lehman-Brothers est une des dernières grandes victimes en date de la

crise des "subprime" (\*).

Les « subprime », c'est le nom des crédits immobiliers à risque aux Etats-Unis. Cette crise est apparue en février 2007. Beaucoup de familles n'ont plus pu rembourser leur crédit immobilier. La crise touche tout le système financier mondial. Pour faire un exemple, l'administration américaine a refusé de sauver Lehman Brothers. Il fallait montrer aux banques d'affaires, aux sociétés d'investissement que si elles prenaient des risques exagérés, que si elles achetaient ou vendaient des produits financiers compliqués et peu transparents, elles devaient payer l'addition.

Le lendemain, mardi, pourtant, l'administration américaine fait le contraire. La Banque fédérale prête 85 milliards de dollars à AIG, un des premiers groupes mondiaux de l'assurance. AIG n'a plus de « liquide » à cause, elle aussi, à cause de ces crédits immobiliers « pourris » non remboursés. L'Etat devient ainsi propriétaire de 80 % du capital d'AIG. Mais cela ne suffit pas à calmer les marchés financiers. Jeudi soir, le président George Bush a annoncé un plan pour purger le marché en rachetant aux banques les « mauvais prêts ».

### **Sauvetage**

L'administration américaine a donc décidé de sauver les marchés financiers. Elle va payer au moins 700 milliards de dollars (491 milliards d'euros) pour récupérer les mauvais titres financiers liés aux prêts immobiliers des banques américaines. En annonçant son plan, le président Bush a déclaré : « Mon premier instinct a été de laisser agir les lois du marché. Avant que je réalise, après avoir été informé par des experts, de l'importance du problème. »

Pourtant, ce problème est là depuis longtemps.

Depuis le début des années 1980, on a supprimé petit à petit les règles du marché financier. Les Etats nationaux et les organisations internationales ont supprimé beaucoup de contrôles des marchés financiers. Partout, on a favorisé la libre circulation des capitaux. Des capitaux nécessaires pour faire face à la crise économique des années 1970. Pour restructurer les entreprises « malades » de la crise, il fallait en effet beaucoup d'argent. Le marché financier s'est donc développé sans règles. Des banques et des sociétés ont créé des produits financiers en tout genre. Le système est devenu presque incontrôlable. Quand ce système marche, il crée beaucoup de profit pour des personnes et des sociétés privées. Quand il s'effondre, c'est la collectivité qui paie. C'est encore le cas avec le plan de sauvetage annoncé par le plan américain.

Les détails du plan doivent être discutés devant le Congrès américain. Les démocrates proposent que l'aide de l'Etat n'aille pas seulement aux banques. Mais qu'elle permette aussi d'alléger le crédit immobilier de familles américaines. Et le candidat démocrate à la présidence, Barack Obama, a déclaré que Bush avait seulement proposé une idée avec un coût stupéfiant mais pas un plan. »

**(\*) A lire aussi : De crise en crise (janvier 2008)**